

Arrangement between the United States and other powers for the establishment of the international office of public health. Signed at Rome December 9, 1907; ratification advised by the Senate February 10, 1908; ratified by the President February 15, 1908; ratification of the United States deposited with the Government of Italy August 1, 1908; proclaimed November 17, 1908.

December 9, 1909.

BY THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

A PROCLAMATION.

Whereas an Arrangement between the United States of America and Belgium, Brazil, Spain, the French Republic, Great Britain, Italy, the Netherlands, Portugal, Russia, Switzerland, and Egypt, providing for the establishment of the international office of public health mentioned in Article 181 of the International Sanitary Convention, signed at Paris, December 3, 1903, was concluded and signed by their respective Plenipotentiaries at Rome on the ninth day of December, one thousand nine hundred and seven, the original of which Arrangement, being in the French language, is word for word as follows:

International office of public health. Preamble.

Ante, p. 1884.

ARRANGEMENT.

Les Gouvernements de la Belgique, du Brésil, de l'Espagne, des Etats-Unis, de la République française, de la Grande Bretagne et d'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Suisse et le Gouvernement de Son Altesse le Khédive d'Egypte ayant jugé utile d'organiser l'Office International d'Hygiène Publique visé dans la Convention sanitaire de Paris, en date du 3 décembre 1903, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet et sont convenus de ce qui suit:

Contracting Powers.

ART. I.—Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fonder et à entretenir un Office International d'Hygiène Publique dont le siège est à Paris.

Headquarters established at Paris.

ART. II.—L'Office fonctionne sous l'autorité et le contrôle d'un Comité formé de délégués des Gouvernements contractants. La composition et les attributions de ce Comité, ainsi que l'organisation et les pouvoirs du dit Office, sont déterminés par les statuts organiques qui sont annexés au présent arrangement et sont considérés comme en faisant partie intégrante.

Supervising committee, etc.

ART. III.—Les frais d'installation ainsi que les dépenses annuelles de fonctionnement et d'entretien de l'Office sont couverts par les contributions des Etats contractants établies dans les conditions prévues par les statuts organiques visés à l'article II.

Costs and expenses.

ART. IV.—Les sommes représentant la part contributive de chacun des Etats contractants sont versées par ces derniers au commencement de chaque année, par l'intermédiaire du Ministère des affaires étrangères de la République française, à la Caisse des dépôts et consignations à Paris, d'où elles seront retirées au fur et à mesure des besoins, sur mandats du Directeur de l'Office.

Depositing of funds.

Changes.

ART. V.—Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter, d'un commun accord, au présent arrangement les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité.

Adherence of non-signatory powers.
Art. p. 2061.

ART. VI.—Les Gouvernements qui n'ont pas signé le présent arrangement, sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement Royal d'Italie, et par celui-ci aux autres Gouvernements contractants; elle comportera l'engagement de participer par une contribution aux frais de l'Office, dans les conditions visées à l'article III.

Ratifications to be deposited at Rome.

ART. VII.—Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Rome aussitôt que faire se pourra; il sera mis à exécution à partir de la date à laquelle le dépôt des ratifications aura été effectué.

Duration of arrangement.

ART. VIII.—Le présent arrangement est conclu pour une période de sept années. A l'expiration de ce terme, il continuera à demeurer exécutoire pour de nouvelles périodes de sept ans entre les Etats qui n'auront pas notifié, une année avant l'échéance de chaque période, l'intention d'en faire cesser les effets, en ce qui les concerne.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment autorisés, ont arrêté le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Rome, le neuf Décembre mil neuf cent sept, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement Royal d'Italie et dont des copies certifiées conformes seront remises, par la voie diplomatique, aux Parties contractantes.

Signatures.

Pour la Belgique:

(L. s.) E. BECO
(L. s.) O. VELGHE

Pour le Brésil:

(L. s.) D^r EGYDIO DE SALLES GUERRA
(L. s.) D^r HENRIQUE DE ROCHA LIMA

Pour l'Espagne:

(L. s.) MANUEL DE TOLOSA LATOUR
(L. s.) PABLO SOLER

Pour les Etats-Unis:

(L. s.) A. M. LAUGHLIN
(L. s.) R. S. REYNOLDS HITT

Pour la France:

(L. s.) CAMILLE BARRÈRE
(L. s.) J. DE CAZOTTE
(L. s.) ER. RONSSIN

Pour la Grande Bretagne:

(L. s.) THEODORE THOMSON
(L. s.) B. FRANKLIN

Pour l'Italie:

(L. s.) ROCCO SANTOLIVIDO
(L. s.) ADOLFO COTTA

Pour les Pays-Bas:

(L. s.) H. DE WEEDE

Pour le Portugal:

(L. s.) M. DE CARVALHO E VASCONCELLOS

Pour la Russie:

(L. s.) BARON KORFF

Pour la Suisse:

(L. s.) J. B. PIODA

Pour l'Egypte:

(L. s.) IBRAHIM NEGUIB
(L. s.) MARC ARMAND RUFFER

ANNEXE.

Annex.

STATUTS ORGANIQUES DE L'OFFICE INTERNATIONAL D'HYGIÈNE PUBLIQUE

Organic by-laws.

ART. 1.—Il est institué à Paris un Office International d'Hygiène Publique relevant des Etats qui acceptent de prendre part à son fonctionnement.

Office at Paris.

ART. 2.—L'Office ne peut s'immiscer en aucune façon dans l'administration des différents Etats.

Functions of.

Il est indépendant des autorités du pays dans lequel il est placé. Il correspond directement avec les autorités supérieures d'hygiène des divers Pays et avec les Conseils sanitaires (1).

ART. 3.—Le gouvernement de la République française prendra, sur la demande du Comité international visé à l'art. 6, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître l'Office comme établissement d'utilité publique.

To be recognized as institution of public utility.
Infra.

ART. 4.—L'Office a pour objet principal de recueillir et de porter à la connaissance des Etats participants les faits et documents d'un caractère général qui intéressent la santé publique, et spécialement en ce qui concerne les maladies infectieuses, notamment le choléra, la peste et la fièvre jaune, ainsi que les mesures prises pour combattre ces maladies.

Purposes.

ART. 5.—Les gouvernements font part à l'Office des mesures qu'ils prennent en vue d'assurer l'application des conventions sanitaires internationales. L'Office suggère les modifications qu'il pourrait être avantageux d'apporter aux dispositions de ces conventions.

Enforcement of international sanitary conventions.

ART. 6.—L'Office est placé sous l'autorité et le contrôle d'un Comité international qui est composé de représentants techniques, désignés par les Etats participants, à raison d'un représentant pour chaque Etat.

Representation of States.

Il est attribué à chaque Etat un nombre de voix inversement proportionnel au numéro de la catégorie à laquelle il appartient en ce qui concerne sa participation aux dépenses de l'Office (Voir article 11).

Votes.
Post, p. 2064.

ART. 7.—Le Comité de l'Office se réunit périodiquement au moins une fois par an; la durée de ses sessions n'est pas limitée.

Meetings.

Les membres du Comité élisent, par scrutin secret, un Président dont le mandat a une durée de trois ans.

Election of chairman.

ART. 8.—Le fonctionnement de l'Office est assuré par un personnel retribué comprenant:

Officers, etc.

un Directeur;
un Secrétaire général,
les agents nécessaires à la marche de l'Office.

Le personnel de l'Office ne pourra remplir aucune autre fonction rétribuée.

Le Directeur et le Secrétaire général sont nommés par le Comité.

Le Directeur assiste aux séances du Comité avec voix consultative.

La nomination et la révocation des employés de toute catégorie appartiennent au Directeur qui en rend compte au Comité.

ART. 9.—Les renseignements recueillis par l'Office sont portés à la connaissance des Etats participants par la voie d'un Bulletin ou par des communications spéciales qui leur sont adressées soit d'office, soit sur leur demande.

Distribution of information by Bulletin.

¹ Il est entendu que le terme "Conseils Sanitaires" s'applique aux Conseils d'Alexandrie, de Constantinople, de Tanger, de Téhéran et à tous autres Conseils qui pourraient être chargés de l'application de conventions sanitaires internationales.

Reports.	L'Office expose, en outre, périodiquement, les résultats de son activité dans des rapports officiels qui sont communiqués aux gouvernements participants.
Contents of Bulletin.	ART. 10.—Le Bulletin, qui paraît au moins une fois par mois, comprend notamment: 1° Les lois et règlements généraux ou locaux promulgués dans les différents pays concernant les maladies transmissibles; 2° Les renseignements concernant la marche des maladies infectieuses; 3° Les renseignements concernant les travaux exécutés ou les mesures prises pour l'assainissement des localités; 4° Les statistiques intéressant la santé publique; 5° Des indications bibliographiques.
Official language.	La langue officielle de l'Office et du Bulletin est la langue française. Le Comité pourra décider que des parties du Bulletin seront publiées en d'autres langues.
Expenses.	ART. 11.—Les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Office, évaluées à 150,000 francs par an, sont couvertes par les Etats signataires de la Convention dont la contribution est établie suivant les catégories ci-après: Première catégorie: Brésil, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Indes britanniques, Italie, Russie... à raison de 25 unités; Deuxième catégorie..... à raison de 20 unités; Troisième catégorie: Belgique, Egypte, Pays-Bas, à raison de 15 unités; Quatrième catégorie: Suisse..... à raison de 10 unités; Cinquième catégorie..... à raison de 5 unités; Sixième catégorie..... à raison de 3 unités. Cette somme de 150,000 francs ne pourra être dépassée sans le consentement des Puissances signataires. Il est loisible à tout Etat de s'inscrire ultérieurement dans une catégorie supérieure. Les Etats qui adhéreront ultérieurement à la Convention choisiront la catégorie dans laquelle ils désirent s'inscrire.
Reserve fund.	ART. 12.—Il est prélevé sur les ressources annuelles une somme destinée à la constitution d'un fonds de réserve. Le total de cette réserve, qui ne peut excéder le montant du budget annuel, est placé en fonds d'Etat de premier ordre.
Traveling, etc., expenses.	ART. 13.—Les membres du Comité reçoivent sur les fonds affectés au fonctionnement de l'Office une indemnité de frais de déplacement. Ils reçoivent, en outre, un jeton de présence pour chacune des séances auxquelles ils assistent.
Pensions.	ART. 14.—Le Comité fixe la somme à prélever annuellement sur son budget pour contribuer à assurer une pension de retraite au personnel de l'Office.
Annual estimates, etc.	ART. 15.—Le Comité établit son budget annuel et approuve le compte rendu des dépenses. Il arrête le règlement organique du personnel, ainsi que toutes dispositions nécessaires au fonctionnement de l'Office.
Regulations.	Ce règlement ainsi que ces dispositions sont communiqués par le Comité aux Etats participants et ne pourront pas être modifiés sans leur assentiment.
Annual financial statement.	ART. 16.—Un exposé de la gestion des fonds de l'Office est présenté annuellement aux Etats participants après la clôture de l'exercice.
Signatures.	Pour la Belgique: E. BECO O. VELGHE Pour le Brésil: D ^r EGYDIO DE SALLES GUERRA D ^r HENRIQUE DE ROCHA LIMA

Pour l'Espagne:
MANUEL DE TOLOSA LATOUR
PABLO SOLER

Pour les Etats-Unis:
A. M. LAUGHLIN
R. S. REYNOLDS HITT

Pour la France:
CAMILLE BARRIÈRE
J. DE CAZOTTE
ER. RONSSIN

Pour la Grande Bretagne:
THEODORE THOMSON
B. FRANKLIN

Pour l'Italie:
ROCCO SANTOLIVUDO
ADOLFO COTTA

Pour les Pays-Bas:
H. DE WEEDE

Pour le Portugal:
M. DE CARVALHO E VASCONCELLOS

Pour la Russie:
BARON KORFF

Pour la Suisse:
J. B. PIODA

Pour l'Egypte:
IBRAHIM NEGUIB
MARC ARMAND RUFFER

Certifié conforme à l'original:

*Le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères
du Royaume d'Italie*

[SEAL]

R BOLLATI

And whereas the said Arrangement has been duly ratified by the Governments of the United States, Belgium, Brazil, Spain, the French Republic, Great Britain, Italy, Russia, and Switzerland, and their instruments of ratification deposited with the Government of Italy;

Preamble.

Now, therefore, be it known that I, Theodore Roosevelt, President of the United States of America, have caused the said Arrangement to be made public, to the end that the same and every article and clause thereof may be observed and fulfilled with good faith by the United States and the citizens thereof.

Proclamation.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and caused the seal of the United States of America to be affixed.

Done at the City of Washington, this seventeenth day of November, one thousand nine hundred and eight, and of the Independence of the United States of America the one hundred and thirty-third.

THEODORE ROOSEVELT

By the President:

ELIHU ROOT
Secretary of State.

Translation.

[Translation.]

International Office
of Public Health.

ARRANGEMENT.

Contracting Powers.

The Governments of Belgium, Brazil, Spain, the United States, the French Republic, Great Britain and Ireland, Italy, the Netherlands, Portugal, Russia, Switzerland, and the Government of His Highness the Khedive of Egypt, deeming it expedient to organize the International Office of Public Hygiene, referred to in the Paris Sanitary Convention of December 3, 1903, have resolved to conclude an arrangement to that effect and agreed upon the following:

ARTICLE I.

Headquarters es-
tablished at Paris.

The High Contracting Parties engage to found and maintain an International Office of Public Hygiene with headquarters at Paris.

ARTICLE II.

Supervising com-
mittee, etc.

The Office will perform its functions under the authority and supervision of a Committee composed of delegates of the contracting Governments. The membership and rights and duties of the Committee, as well as the organization and powers of the said Office are determined by the organic by-laws which are annexed to the present arrangement and are considered as forming an integral part thereof.

ARTICLE III.

Cost and expenses.

The costs of installation, as well as the annual expenses for the conduct and maintenance of the Office shall be covered by the quotas of the contracting States determined in accordance with the provisions of the by-laws referred to in Article II.

ARTICLE IV.

Depositing of funds.

The sums representing the quotas of the several contracting States shall be deposited by the said States through the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic, at the beginning of every year in the "Caisse des dépôts et consignations" at Paris, from which they shall be drawn as needed against warrants of the Director of the Office.

ARTICLE V.

Changes.

The High Contracting Parties reserve the right to make, by joint agreement, in the present arrangement any change of which the usefulness shall have been demonstrated by experience.

ARTICLE VI.

Adherence of non-
signatory powers.
Supra.

Governments that have not signed the present arrangement are, on their request, admitted to adhere thereto. Their adhesion shall be notified, through the diplomatic channel, to the Royal Government of Italy, and, by the latter, to the other Contracting Governments; it will imply a pledge to contribute to the payment of the expenses of the Office in the manner referred to in Article III.

ARTICLE VII.

Ratification depos-
ited at Paris.

The present arrangement shall be ratified and the ratifications shall be deposited at Rome as soon as possible; it shall be put into operation from the date on which the deposit of ratifications shall have been effected.

ARTICLE VIII.

The present arrangement is concluded for a term of seven years. ^{Duration of arrangement.}
 At the expiration of that period, it shall continue in force for new periods of seven years between the States that shall not have notified, one year before the expiration of each period, their intention to terminate the effects so far as they are concerned.

In faith whereof the undersigned, duly empowered thereto, have drawn up the present arrangement to which they have affixed their seals.

Done at Rome, the ninth of December one thousand nine hundred and seven, in one copy which shall remain deposited in the archives of the Royal Government of Italy and duly certified copies thereof shall be delivered, through the diplomatic channel, to the contracting Parties.

For Belgium:	E. BECO	Signatures.
	O. VELGHE	
For Brazil:	DR. LYGIDIO DE SALLES GUERRA	
	DR. HENRIQUE DE ROCHA LIMA	
For Spain:	MANUEL DE TOLOSA LATOUR	
	PABLO SOLER	
For the United States:	A. M. LAUGHLIN	
	R. S. REYNOLDS HITT	
For France:	CAMILLE BARRERE	
	J. DE CAZOTTE	
	ER. RONSSIN	
For Great Britain:	THEODORE THOMSON	
	B. FRANKLIN	
For Italy:	ROCCO SANTOLIVIDO	
	ADOLFO COTTA	
For the Netherlands:	H. DE WEEDE	
For Portugal:	M. DE CARVALHO E VASCONSELLOS	
For Russia:	BARON KORFF	
For Switzerland:	J. B. PIDA	
For Egypt:	IBRAHIM NEGUIB	
	MARC ARMAND RUFFER	

ANNEX.

Annex.

ORGANIC BY-LAWS OF THE INTERNATIONAL OFFICE OF PUBLIC
 HYGIENE.

Organic by-laws.

ARTICLE I.

There is established in Paris an International Office of Public
 Hygiene under the States which accept participation in its operation.

Office at Paris.

ARTICLE II.

The Office cannot in any way meddle in the administration of the
 several States.

Functions of.

It is independent of the authorities of the country in which it is
 placed.

It corresponds directly with the higher health authorities of the
 several countries and with the Boards of Health.*

* It is understood that the phrase "Boards of Health" applies to the Sanitary Councils of Alexandria, Constantinople, Tangier, Teheran and to any other Councils that may be charged with the duty of enforcing International Sanitary Conventions.

ARTICLE III.

To be recognized as institution of public utility. *Infra.*

The Government of the French Republic shall, on the application of the International Committee referred to in Article VI, take such steps as may be requisite to have the Office recognized as an institution of public utility.

ARTICLE IV.

Purposes.

The main object of the Office is to collect and bring to the knowledge of the participating States facts and documents of a general character concerning public health and especially regarding infectious diseases, notably the cholera, plague and yellow fever, as well as the measures taken to check these diseases.

ARTICLE V.

Enforcement of international sanitary conventions.

The Government shall inform the Office of the measures taken by them towards the enforcement of the international sanitary conventions.

ARTICLE VI.

Representation of States.

The Office is placed under the authority and supervision of an International Committee consisting of technical representatives designated by the participating States in the proportion of one representative for each State.

Votes. *Post*, p. 2069.

Each State is allowed a number of votes inversely proportioned to the number of the class to which it belongs as regards its participation in the expenses of the Office. (See Article XI.)

ARTICLE VII.

Meetings.

The Committee of the Office meets periodically at least once a year; the length of its sessions is unlimited.

Election of chairman.

The members of the Committee elect, by secret ballot, a chairman whose term of office shall be three years.

ARTICLE VIII.

Officers, etc.

The business of the office is conducted by a salaried staff including:
A Director;
A Secretary General,
such force as may be necessary to perform the work of the Office.
The personnel of the Office shall not be permitted to fill any other salaried office.

The Director and Secretary General shall be appointed by the Committee.

The Director shall attend the meetings of the Committee in an advisory capacity.

The appointment and dismissal of employes of all classes appertain to the Director and shall be reported by him to the Committee.

ARTICLE IX.

Distribution of information by Bulletin.

The information collected by the Office shall be brought to the knowledge of the participant States by means of a Bulletin or of special communications addressed to them either in regular course or at their request.

Reports.

In addition, the Office shall show periodically the results of its labors in official reports to be communicated to the participating Governments.

ARTICLE X.

The Bulletin, which shall be issued at least once a month, shall include especially: Contents, etc., of
Bulletin.

1. The laws and general or local regulations promulgated in the several countries in regard to contagious diseases;
2. Information concerning the progress of infectious diseases;
3. Information concerning the work done or measures taken toward the sanitation of localities.
4. Statistics concerning public health.
5. Notices of publications.

The official language of the Office and Bulletin shall be the French language. The Committee may order parts of the Bulletin to be published in other languages. Official language.

ARTICLE XI.

The expenses necessary for the performance of the duties of the Office, estimated at 150,000 francs per annum, shall be defrayed by the States signatory to the Convention, their quotas being determined according to the following classes: Expenses.

First class: Brazil, Spain, the United States, France, Great Britain, British India, Italy, Russia, at the rate of 25 units;

Second class, at the rate of 20 units;

Third class, Belgium, Egypt, the Netherlands, at the rate of 15 units;

Fourth class, Switzerland, at the rate of 10 units;

Fifth class, at the rate of 5 units;

Sixth class, at the rate of 3 units;

This sum of 150,000 francs cannot be exceeded except by consent of the signatory Powers.

Every State is at liberty to have itself entered into a higher class at some future time.

The States that may hereafter adhere to the Convention shall select the class in which they wish to be entered.

ARTICLE XII.

A sum intended to form a reserve fund shall be taken from the annual resources. The total sum of said reserve, which cannot exceed the amount of the annual budget, shall be invested in first class State securities. Reserve fund.

ARTICLE XIII.

The members of the Committee shall receive, out of the working funds of the Office, an allowance for traveling and other expenses. They shall also receive an attendance counter for each meeting which they attend. Traveling, etc., ex-
penses.

ARTICLE XIV.

The Committee shall fix the amount to be set aside annually from its budget for a fund intended to secure a retirement pension for the Office force. Pensions.

ARTICLE XV.

The Committee shall draw up its annual estimates and shall approve the account of expenditures. It shall make the organic regulations governing the personnel, as well as all the arrangements necessary for the performance of the duties of the office. Annual estimates,
etc.

The regulations as well as the arrangements shall be reported by the Committee to the participant States and cannot be modified without their assent. Regulations.

ARTICLE XVI.

Annual financial statement. A statement of the financial management of the Office shall be submitted annually to the participant States at the close of the fiscal year.

Signatures.	For Belgium:	E. BECO O. VELGHE
	For Brazil:	Dr. EGYDIO DE SALLES GUERRA Dr. HENRIQUE DE ROCHA LIMA
	For Spain:	MANUEL DE TOLOSA LATOUR PABLO SOLER
	For the United States:	A. M. LAUGHLIN. R. S. REYNOLDS HITT
	For France:	CAMILLE BARRERE J. DE CAZOTTE ER. RONSSIN
	For Great Britain:	THEODORE THOMSON B. FRANKLIN
	For Italy:	ROCCO SANTOLIVIDO ADOLFO COTTA
	For the Netherlands:	H. DE WEEDE
	For Portugal:	M. DE CARVALHO E VASCONCELLOS
	For Russia:	BARON KOFF
	For Switzerland:	J. B. PIODA
	For Egypt:	IBRAHIM NEGUIB MARC ARMAND RUFFER